

ENNEMIS RAPPROCHÉS ?

Medvedev et Poutine à un an de la présidentielle en Russie



L'année 2012 dans le monde s'annonce incertaine. Les risques ne tiennent pas tant aux promesses d'apocalypse formulées par les Mayas... qu'au jeu électoral et pseudo-électoral prévu dans quelque vingt pays du globe, dont les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, la France, le Mexique ou encore l'Espagne. Les visages, aujourd'hui bien connus, trop connus pour certains, pourraient changer ; les relations aussi dès lors entre les anciens qui auront « rempli » pour un mandat et les nouveaux venus. Dans le cas russe cependant, il est possible qu'un ancien fasse figure de nouveau. Ce pays réserve tant de surprises que bien malin sera celui qui pourra prédire qui, de l'actuel président Dmitri Medvedev ou de l'ancien président devenu Premier ministre Vladimir Poutine, siègera au Kremlin en 2012. Un peu de kremlinologie prudente ne fait pourtant jamais de mal... Cet article, en rien prospectif, propose de revenir sur les récents développements au sein de l'exécutif bicéphale russe et relayer une analyse de milieux bien informés moscovites.

The year 2012 looks uncertain. The risks do not really regard the Apocalypse prediction made by the Mayas... as much as the electoral and pseudo-electoral games expected in more than 20 countries worldwide, including the USA, China, Russia, India, France, Mexico or Spain. Political faces, today well-known, too well-known to some extent, might change; and relations as well, between those among them who would have re-enlisted for a new term and the newcomers. In Russia therefore, an "elder" might be taken as a new candidate. This country is always so surprising that very clever would be the one who could predict whether Dmitri Medvedev, current President, or Vladimir Putin, former President and current Prime Minister will sit in the Kremlin in 2012. Soft kremlinology never really does any harm. This paper, absolutely non-prospective, intends to highlight some recent developments within the Russian duumvir executive and to discuss an analysis by usually well-informed Moscow journalists.

Laurent VINATIER, chercheur associé à l'Institut Thomas More, Consultant pour Emerging Actors Consulting, auteur (direction) de *La Russie de Poutine à Medvedev* (Paris, Unicomm, 2008).

Dans un an, à cette heure, la Russie aura un nouveau président élu, en instance d'investiture. Plusieurs options sont envisageables, toutes actuellement discutées à Moscou. Il se peut que Dmitri Medvedev garde son poste et que Vladimir Poutine reste à la tête du gouvernement pour six années supplémentaires. Il se peut aussi que Dmitri Medvedev soit reconduit mais que Poutine, en dehors du gouvernement et de toute fonction exécutive, préserve l'essentiel de son pouvoir et de son autorité, à la manière d'un leader national, puissant maître du parti Russie Unie. Il se peut enfin que Vladimir Poutine décide de revenir à la présidence et que Medvedev soit, d'une certaine façon, déclassé au gouvernement ou ailleurs. La perspective d'un mandat allongé à six ans contre quatre aujourd'hui, renouvelable une fois, n'est sans doute pas étrangère aux réflexions de l'actuel Premier ministre. Ce dernier déclarait en effet le 13 avril dernier que ni lui ni le président n'avaient renoncé à concourir pour l'élection prochaine...

Pourtant il paraît inimaginable que l'un et l'autre s'affrontent dans cette course à la présidentielle. Le président Medvedev, afin de renforcer sa position, aurait à démettre le Premier ministre, fonder un nouveau parti ou récupérer des courageux de Russie Unie ; il devrait s'adjoindre le soutien de médias télévisés grand public et compter ses forces financières parmi les oligarques et les chefs d'entreprise au pas. Cette thèse résonne d'absurdité. Si tel était le cas néanmoins, personne ne pourrait plus dire que la Russie n'est pas vraiment une démocratie ; aussi paradoxale que cela puisse paraître, preuve serait faite encore une fois qu'au sein des États en reconstruction politique, les graines de la sédition naissent à l'intérieur du pouvoir. Malgré les ressemblances idéologiques du personnel politique, malgré leur origine commune, les pratiques du pouvoir peuvent diverger et rendre une alternance possible.

Plus probablement quand même, au nom de l'intérêt supérieur de la Russie auquel les deux hommes donnent sans aucun doute la priorité, ils parviendront à un accord secret entre eux, les satisfaisant plus ou moins. Les récents événements, manifestant une rivalité latente, tels que notamment le clash public sur l'intervention occidentale en Libye ou la démission surprise d'Igor Setchine, un proche allié de Poutine de la direction de l'entreprise publique Rosneft, ne sont que des facteurs de marchandage dans le cadre de la négociation en cours sur leur avenir respectif et l'essor de la Russie. Au fond, Dmitri Medvedev et Vladimir Poutine sont maintenant assez dépendants l'un de l'autre. Le premier perçoit tout à fait qu'il doit au second encore et toujours sa survie politique ; celui-ci comprend que le président peut effectivement réussir à faire du pays une puissance moderne, moins corrompue, plus efficace et donc plus forte sur la scène internationale, que ses méthodes, certes teintées de libéralisme en tout cas économique, porteront leurs fruits en terme de dynamisme, de productivité et de compétitivité.

Ainsi, la vraie question qui se pose est celle du prix à payer si l'un souhaite se maintenir au Kremlin ou l'autre y ré-accéder. Or pour l'instant, seul Poutine semble faire des concessions. Serait-ce un signe ? Le président Medvedev accepterait de ne pas se représenter à certaines conditions.

Un match *a priori* déséquilibré

En l'état actuel des forces, Vladimir Poutine a un avantage comparatif certain sur le plan électoral sur le président. Ses réseaux, ses hommes, ses alliés n'ont rien à voir avec ceux de Medvedev. Si pour ce dernier, ils se concentrent surtout au Kremlin ou à proximité, dans quelques ministères (Finance, Justice et Économie), à la tête de certaines régions ainsi qu'au sein de Gazprom mais à des postes subalternes, le Premier ministre, outre le gouvernement bien sûr, contrôle quant à lui par procuration le parti Russie Unie, au moins sa majorité, les services de sécurité principalement le FSB qui demeure l'organe le plus effectif à l'intérieur du pays et la plupart des grandes entreprises publiques, en matière énergétique et de défense. A ce titre, il dispose de ressources financières, administratives et de communication, bien supérieures à son *challenger* potentiel et théorique. Mobilisés en sa faveur, ces appuis lui assurent une capacité de pression sur les alliés de son adversaire et une audience significative.

Ce dernier point confirme le déséquilibre. Il ne s'agit pas véritablement de popularité puisque Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev, dans un récent sondage du centre indépendant Levada, se talonnent à 69% et 66% d'opinions favorables respectivement, chutant tous deux d'ailleurs de dix

points. La différence d'appréciation intervient au niveau de l'image. Vladimir Poutine est toujours et encore considéré comme le responsable politique le plus fiable. Maîtrisant donc ces réseaux, apparaissant sans cesse comme la clé de voûte du fonctionnement administratif, économique et policier de la Russie, il consolide jour après jour son statut d'homme fort du pays. La plupart des Russes sont ainsi persuadés qu'il commande effectivement à leur destinée même s'il n'est pas à la présidence. Combinant donc l'enthousiasme populaire et cette posture de leader indispensable, il apparaît comme supérieur au président. Or dans une élection précisément, l'avantage va souvent au sortant. En l'occurrence ici, c'est Vladimir Poutine, pour toutes ces raisons, qui est vu par les votants comme le candidat sortant et qui en tirera le bénéfice éventuel dans les urnes !

La lente affirmation politique du président

Il est cependant faux de croire que le président Medvedev se cantonne à un rôle de second couteau. Depuis le début de son mandat, il suit un programme d'action précis et tout à fait complémentaire de la politique gouvernementale menée par son Premier ministre. On doit lui reconnaître en politique étrangère l'opportunité du *reset* avec les États-Unis, cette relance des relations refroidies à la suite de la guerre en Géorgie en août 2008. En politique intérieure, domaine plus déterminant en matière électorale, Dmitri Medvedev s'est employé et s'emploie toujours à stimuler et diriger la modernisation du pays. Il l'annonce en septembre 2009 avec le fameux discours « Russie, en avant ! » publié simultanément sur le site internet du Kremlin et sur celui du journal en ligne *gazeta.ru*, très populaire et plutôt indépendant. Il distingue cinq priorités – les énergies nouvelles, le transport de l'énergie, l'espace, l'information et la médecine – devant servir de vecteurs de la modernisation économique. Concrètement, c'est un vaste chantier, associant toute une série de mesures qui apparaissent au mieux ponctuelles et spécifiques, au pire désordonnées et non prioritaires.

L'initiative emblématique, tout à fait consensuelle, n'est autre que le lancement de la fondation Skolkovo, la future Silicon Valley russe, située à proximité de Moscou. L'idée est de pouvoir rivaliser avec les plus grands centres de recherche et d'innovation internationaux en réunissant sur un même site universités, entreprises, laboratoires, chercheurs. Le projet avance doucement mais sûrement pour l'instant : des partenariats sont passés avec des compagnies étrangères. Il est question surtout jusqu'à présent de l'organisation logistique, de l'architecture de cette véritable « ville nouvelle » qui doit sortir de terre. Il faudra ensuite attirer les investisseurs et pas seulement russes et chinois.

Dans d'autres domaines plus sensibles et plus risqués, Medvedev a également pu imprimer son empreinte. La lutte contre la corruption, par exemple, fait figure d'antienne présidentielle. Régulièrement, depuis son entrée en fonction, les rangs de l'administration sont épurés des fonctionnaires dépassant les limites. La police principalement a souffert. Chaque année, on ne compte plus les renvois. L'un des plus importants a lieu en février 2010 lorsque sont évincés deux vice-ministres au ministère de l'Intérieur et 16 autres hauts responsables ; plus récemment, en février 2011 puis début avril, en tout dix sept officiers perdent leur poste. Ainsi, l'effort de réforme est permanent, cherchant à la fois à réduire les effectifs et à les trier.

Autre exemple : la stratégie russe dans la région troublée et hautement délicate, s'il en est, du Caucase Nord. Le président a tenté une nouvelle approche de reprise en main économique, en nommant en 2010 à la tête de la zone, Alexander Khloponine, « manager » à succès issu de l'entreprise. Candidat soutenu par Medvedev, il a pour mission de contrebalancer les efforts essentiellement sécuritaires et violents de pacification. Non pas que les résultats soient tout à fait extraordinaires, mais il faut relever la marge de manœuvre présidentielle sur cet enjeu terriblement associé aux mandats poutiniens. Le Kremlin a ainsi pris en charge la question. Le Premier ministre ne s'est quasiment plus manifesté, notamment en 2010 lorsque les autorités cherchaient un représentant présidentiel pour la zone. En l'occurrence, et c'est un peu la règle de ce diumvirat, le silence de Poutine vaut approbation. On peut noter justement que sur un plus grand nombre de sujets, le président est en pointe.

De récentes audaces présidentielles

Dmitri Medvedev prend de l'assurance ; il arrive même qu'il ait le dernier mot. L'affaire du vote russe au Conseil de Sécurité de l'ONU sur la Libye est en cela tout à fait révélatrice. Le 21 mars, Vladimir Poutine critique assez fermement et à la manière imagée qui le caractérise la campagne de bombardements contre les troupes loyales au Colonel Kadhafi, en déclarant : « [cette campagne] ressemble aux appels pour les croisades lorsque quelqu'un en appelait un autre à se rendre dans certains pays et à le libérer ». La réponse de Medvedev ne se fait pas attendre sur un ton tout aussi ferme : « En aucune circonstance, il n'est acceptable d'utiliser des expressions faisant référence aux luttes de civilisation, telles que « croisades », etc. Sinon, les choses peuvent tourner plus mal qu'elles ne le sont déjà. Chacun devrait se souvenir de cela ». Il prend la peine d'ajouter : « J'ai personnellement ordonné au ministère des Affaires étrangères de s'abstenir à l'ONU et mes instructions ont été suivies ». Difficile d'être plus clair. Quelques heures avant le vote, le président, de plus, avait pris soin de renvoyer l'Ambassadeur de Russie à l'ONU, Vladimir Chamov, jugé trop « pro-Kadhafi ». Le Premier ministre n'a pas réagi ou à peine. Il a simplement précisé qu'en matière de politique étrangère, c'est le président qui décide. C'est une manière de garder le silence et donc, on l'a vu, d'approuver.

Bien sûr, on peut y voir une machinerie politique, celle du « *good cop and bad cop* », visant à amadouer les partenaires. Il apparaît surtout que la crédibilité de la voix russe prime sur les intérêts personnels ou politiques de ses dirigeants et que tous deux en ont conscience. On comprend enfin les limites du pouvoir et de l'influence lorsqu'on ne dispose pas des prérogatives juridiques prévues. Le président reste le président avec ses armes politiques qu'il n'est pas possible de contester sauf à amoindrir la fonction et affaiblir le pays. Dmitri Medvedev, de plus en plus, en augmente l'usage.

Le dernier évènement le plus marquant survient le 30 mars 2011. Lors d'une énième commission présidentielle consacrée à la modernisation de l'économie du pays, Medvedev fait savoir qu'il serait bon que les responsables gouvernementaux siégeant au Conseil d'administration des entreprises publiques démissionnent et qu'ils soient remplacés par des administrateurs indépendants. L'excellent conseiller du président pour les affaires économiques, Arkadi Dvorkovitch, nomme peu après les personnalités visées : Igor Setchine, premier vice-Premier ministre en charge de l'énergie et président du Conseil d'administration de Rosneft, Alexeï Koudrine qui préside, lui seulement, le conseil de supervision de la banque VTB (commerce extérieur), Igor Levitin, ministre des Transports et conseiller au sein d'Aeroflot et Viktor Zoubkov, premier vice-Premier ministre et président du Conseil de Rosselkhozbank.

Il s'agit ici de tenter de limiter les effets pervers d'une trop grande confusion entre affaires gouvernementales et gestion économique, c'est-à-dire de nuancer ce qui a caractérisé dix années durant le système Poutine. Presque immédiatement, Igor Setchine, proche allié du Premier ministre et représentant principal d'une pensée politique opposée à celle de Medvedev, se soumet et quitte ses fonctions au Conseil de Rosneft. Cependant, il préside toujours le Conseil de Rosneftgaz, du fournisseur d'électricité Inter RAO UES et du consortium russe des chantiers navals. De plus, un de ses proches, Sergueï Shishin, ancien du FSB, est pressenti pour le remplacer.

Ce n'est pas encore une révolution au sein des cercles gouvernementaux et dans le milieu des affaires russes. Cela dit, indéniablement, Dmitri Medvedev a remporté une première victoire. A Moscou, certains des commentateurs les mieux informés, faisaient valoir, depuis le début de cet exécutif bicéphale, que la lutte pour la deuxième place opposait Medvedev au premier vice-Premier ministre, Setchine. A l'approche de l'échéance de 2012, le président a posé un jalon. Vladimir Poutine n'a toujours pas réagi, donnant donc implicitement son accord. En effet il est très peu probable que Setchine ait accepté de démissionner sans le consentement du Premier ministre. Une nouvelle ère en Russie s'ouvre. Poutine n'en est nullement exclu évidemment : il perçoit sans aucun doute la nécessité de réforme au nom de l'effectivité... jusqu'à un certain point peut-être. Il y aurait des limites à ne pas franchir, au-delà desquelles ce qui est encore une négociation et une politique commune deviendraient un rapport de force. D'aucuns à Moscou considèrent que le Rubicon est déjà franchi.

Conclusion : la guerre ?

Une frange de journalistes, minoritaires mais bien informés, quelques experts également, penchent pour le scénario de la confrontation. Il n'est qu'à consulter les papiers publiés par *le New Times*, journal certes explicitement critique, pour s'en convaincre. Selon eux, les hostilités sont ouvertes et l'exécutif bicéphale, qui a apparemment si bien fonctionné jusqu'alors se fissure. Soit l'un se présente contre l'autre, soit Medvedev est contraint au silence. *New Times* est même allé jusqu'à prédire prochainement le renvoi du gouvernement Poutine par le Président. C'est ambitieux, sans doute excessif, mais par le passé, leurs analyses se sont avérées souvent clairvoyantes. Il ne faudrait donc pas sous-estimer cette probabilité.

En leur faveur, il convient de rappeler qu'une scission du parti Russie Unie entre les partisans de Medvedev et de ceux de Poutine, sans doute déséquilibrée, ne saurait être absolument à exclure. On l'a encore répété à l'auteur de ces lignes il y a un an à Moscou. De manière significative, une information récente passée totalement inaperçu vient corroborer ce point de vue : après l'affaire de la Libye, deux députés du parti qui avaient trop haut manifesté leur désaccord avec le Kremlin ont été rétrogradés. Le premier, Alexeï Chadayev, qui siège au Comité exécutif central du parti a dû démissionner de ce poste ; l'autre, Konstantin Zatouline, vice-Président de la Commission CEI à la Douma et homme de réseau dans ces pays, a perdu les honneurs et se retrouve simple député sans responsabilités. Le Président n'est donc pas sans influence au sein de ce parti. Il serait tout à fait en mesure d'emmener avec lui une partie des députés.

Enfin, dernier point, dernier signe, qui peut être ou ne pas être une coïncidence : Viktor Vekselberg, richissime oligarque de Russie, vice-Président de BP-TNK, en pointe dans le différend juridique qui oppose les deux partenaires énergétiques dans le cadre du rapprochement financier prévu entre BP et Rosneft, est aussi un homme de confiance de Dmitri Medvedev. Ce dernier lui a confié la coordination du projet Skolkovo, symbole, on l'a vu, de la modernisation du pays revendiquée par le Président. Or Vekselberg et ses alliés au sein de TNK ont réussi jusqu'à maintenant à bloquer l'opération financière d'échange d'actions entre BP et Rosneft au grand déplaisir d'Igor Setchine. Il y a des camps ou du moins des tendances au sein des cercles gouvernementaux russes. Les manières de voir, les ambitions diffèrent. C'est indéniable.

Bien sûr, Cela fait onze, bientôt douze ans, que ces gens gouvernent ensemble. Il n'y a pas de raison objective assez forte qui puisse faire éclater aujourd'hui cette belle organisation et ce partage des tâches. Le mercredi 20 avril, Vladimir Poutine a disserté pendant 4 heures devant le public acquis des députés de la Douma. On peut y voir une entrée en campagne. Rien n'indique que cela sera contre Medvedev. La commentatrice moscovite, très respectée pour ses analyses, Lilia Shevtsova, ne croit pas à une compétition explicite. Au-delà de cette incertitude, l'existence même de cette interrogation révèle en tout cas assez clairement que le président Medvedev a réussi à imposer un discours et une pratique d'inspiration libérale dans la vie politique russe. Cela serait dommage ainsi pour les Européens de ne pas la valoriser au cours de l'année décisive qui s'ouvre ces jours-ci.

Laurent VINATIER

